Info Marne

« Seul, on subit. Ensemble, on résiste. Organisés, on gagne ! »

SOMMAIRE *(cliquez sur l'article)*

Édito : Quand les budgets de guerre explosent, les droits sociaux reculent ! 1
Colère sociale : LECORNU fait un bide - Rendez-vous le 17 novembre 2
Clap de fin pour l'aéroport de Vatry : La foire aux hypocrites 2
Vitry-le-François : Mobilisation des sapeurs-pompiers de la Marne 3
Manifestation des retraités le 19 novembre à Paris : Revalorisation des pensions ! 3
Déconstruire les idées fausses sur les migrations 4

Édito : Quand les budgets de guerre explosent, les droits sociaux reculent !



Le 6 novembre à Verdun, 110 ans après l'une des batailles les plus meurtrières de l'histoire, une initiative commune de la CGT et de la CFDT s'est tenue en présence d'Esther LYNCH, Secrétaire Générale de la Confédération Européenne des Syndicats (CES), de Sophie BINET pour la CGT et de Marylise LÉON pour la CFDT. Près de 180 syndicalistes français, allemands et italiens se sont rassemblés pour rappeler une évidence : la paix ne se construit pas avec des armes, mais avec la justice sociale et la solidarité entre les peuples.

En France, le projet de budget 2027 du gouvernement prévoit plus de 63 milliards d'euros pour la Défense, soit 6,5 milliards supplémentaires, alors que 43 milliards d'euros de mesures de redressement budgétaire sont annoncés parallèlement.
D'un côté, les crédits militaires augmentent considérablement. De l'autre, les services publics, les salariés, les retraités et les populations les plus fragiles sont appelés à supporter les efforts budgétaires.

Dans nos territoires, les conséquences sont bien réelles : suppressions de postes dans les hôpitaux, manque de moyens dans l'Éducation nationale, difficultés financières des collectivités territoriales et dégradation des services publics.
Comment accepter que des milliards supplémentaires soient consacrés à l'armement lorsque les besoins en matière de santé, d'éducation, de logement et de protection sociale restent aussi criants ?

À Verdun, les syndicalistes ont également dénoncé la montée du nationalisme, de l'extrême-droite et la banalisation des discours guerriers. L'instrumentalisation de la peur favorise le repli sur soi, affaiblit les solidarités et divise les peuples. Elle alimente ainsi le rejet de l'autre, les discriminations et le racisme.

L'histoire franco-allemande démontre pourtant que des peuples autrefois ennemis peuvent construire ensemble un avenir de paix, grâce au dialogue, à la coopération et à la solidarité. La sécurité ne peut se limiter à la puissance militaire. Elle repose avant tout sur la dignité humaine, les droits sociaux et la solidarité internationale.
110 ans après Verdun, refusons que la préparation des guerres prenne le pas sur les besoins des populations. Les syndicats européens revendiquent des moyens pour vivre dignement, pas pour faire la guerre !

C'est ensemble, unis et solidaires, que nous construirons notre avenir. Car lorsque deux syndicalistes ne se serrent plus la main, c'est le patronat qui se frotte les siennes !

Mario SANTIN, secrétaire de l'Union Départementale CGT de la Marne

13 novembre 2026
#167

Union Départementale
des syndicats CGT de la Marne
15, boulevard de la Paix
BP 11215
51058 Reims Cedex
Tél. 03 26 88 23 04
udcgt51@laposte.net
www.udcgt51.fr

Partout la grève, dans le public et dans le privé, pour transformer l'essai et gagner de vraies avancées !

Mardi 17 novembre 2026
Manifestations dans la Marne

CHALONS-EN-CHAMPAGNE
10h - Maison des Syndicats

EPERNAY
10h – Place Carnot

REIMS
10h – Maison des Syndicats

Colère sociale :

LECORNU fait un bide

Rendez-vous le 17 novembre

Le 9 novembre, lors de la « grande » conférence sociale de LECORNU, censée répondre à la colère sociale qui s'exprime sans discontinuer depuis deux mois, la montagne a accouché d'une souris. Un minuscule coup de pouce au SMIC anticipé d'un mois, le relèvement de la prime carburant et la hausse des exonérations des heures supplémentaires.



Pas de hausse générale des salaires pour tenir compte de l'effondrement du pouvoir d'achat, mais une mesure en trompe l'œil de 1,6 % qui correspond en réalité à 5 euros puisque le SMIC devait être augmenté de 1,2 % au 1er janvier 2027. « Même pas un kilo de tomates », souligne Sophie BINET. La CGT a immédiatement appelé à une nouvelle journée de mobilisation le 17 novembre, jour déjà choisi par les organisations syndicales de la fonction publique, qui revendiquent une revalorisation significative du point d'indice et son indexation sur l'inflation. **Des manifestations sont organisées, le 17 novembre, à Reims, Châlons-en-Champagne et Epernay, à l'appel de l'intersyndicale interprofessionnelle, réunissant la CGT, la FSU, FO et Solidaires.**

Une nouvelle journée de mobilisation qui fera suite à la puissante journée de grève du 5 novembre où 1,6 million de salariés, de jeunes et de retraités ont manifesté dans toute la France, un record depuis la réforme des retraites de 2023.

Au-delà des salaires, c'est une multitude de motifs de contestation qui convergent et s'additionnent : l'inflation, la précarité, l'avenir de la jeunesse, la survie des services publics, l'état de la planète. Comme le fait remarquer Sophie BINET : « ce n'est pas le moment de ranger ses baskets. » (Lire le tract, « le 17 novembre, dans le public et le privé : généralisons la grève ! ») (Lire l'interview de Sophie BINET dans le Midi libre « Ce n'est pas le moment de ranger ses baskets »)

Clap de fin pour l'aéroport de Vatry : *La foire aux hypocrites*

Le 4 décembre prochain, la cessation d'activité de l'aéroport de Vatry sera soumise au vote des élus du Conseil Départemental de la Marne. L'occasion de faire un petit rappel historique car la vérité est têtue et la mémoire politique semble parfois bien sélective.

Au début des années 2010, Patrick TASSIN, président CGT du CESER (Conseil Économique, Social et Environnemental Régional) Champagne-Ardenne, posait déjà la question du développement de l'aéroport de Vatry. Car les difficultés ne sont pas nouvelles.

Le projet initial de Vatry avait une ambition considérable : valoriser un ancien aérodrome militaire de l'OTAN en créant un aéroport spécialisé dans le fret aérien et développer, autour de cet équipement, une véritable plateforme logistique multimodale associant transport aérien, routier et ferroviaire, stockage, distribution, activités industrielles et de services.



Pendant les dix premières années qui ont suivi son ouverture en 2000, le fret aérien a connu une progression continue, Vatry s'est même hissé à la troisième place des aéroports de province pour le transport de marchandises. Mais en 2009, la crise économique et le départ pour Liège de la principale compagnie de fret ont provoqué une chute importante du trafic, tandis que le transport de passagers est resté marginal.

Des pistes de développement ont pourtant été envisagées. En 2013, l'agglomération Cités en Champagne lançait notamment un appel à projets pour trouver un Opérateur de Proximité Ferroviaire (OPF), avec l'ambition d'améliorer significativement le transport de marchandises par le rail.

Mais les ambitions affichées n'ont pas été suivies d'effet. Et c'est précisément là que se situe le problème, car la situation d'aujourd'hui est le résultat de choix politiques et de décisions prises sur plusieurs décennies.

On peut évidemment débattre de leur pertinence, de leur coût et de leur efficacité. C'est même indispensable lorsqu'il s'agit de plusieurs centaines de millions d'euros d'argent public investis et du développement de l'activité d'un territoire. Mais ce qui est insupportable, ce sont les déclarations de responsables politiques comme Mme VAUTRIN ou M. LEROY, qui, main dans la main hier, se soutiennent dans cette chute historique et font comme si de rien n'était. Les mêmes qui ont accompagné ou participé à cette aventure pendant des années semblent découvrir aujourd'hui les difficultés du dossier et retournent leur veste. Or, les responsabilités politiques ne disparaissent pas simplement parce que le vent a tourné. (Lire le dossier de l'Union « Vers la fin d'une histoire de 30 ans »)

Vitry-le-François : *Mobilisation des sapeurs-pompiers de la Marne*

Les agents du SDIS 51 (Service Départemental d'Incendie et de Secours) se sont rassemblés le vendredi 13 novembre 2026, devant la mairie de Vitry-le-François, de 9h à 11h, à l'appel des syndicats CGT SDIS 51 et du Syndicat Autonome 51. Une délégation a été reçue en mairie.



Les syndicats entendaient interpeller la direction du SDIS et les élus locaux afin de dénoncer la pénurie de sapeurs-pompiers professionnels et volontaires qui dégrade les conditions d'intervention et la rapidité des secours, ainsi que les conditions de travail.

Au cœur des préoccupations, le manque criant de sapeurs-pompiers volontaires dans le secteur vitryat. Cette pénurie structurelle fragilise directement le centre de secours de Vitry-le-François, dont les effectifs professionnels sont déjà sous-dimensionnés. Conséquence directe sur le terrain : le centre se retrouve régulièrement dépouillé pour pallier les carences du secteur, entraînant un allongement des temps de réponse lors des interventions d'urgence et accroissant la pression sur les agents en poste.

Le rassemblement visait à obtenir des mesures concrètes de recrutement de sapeurs-pompiers professionnels, de fidélisation des volontaires pour garantir la continuité et la qualité du service public de secours. (Lire l'article de l'Union : « Des revendications et une grève qui n'en finit pas chez les sapeurs-pompiers »)

Manifestation des retraités le 19 novembre à Paris : *Revalorisation des pensions !*

Le Projet de loi de Finances et le Projet de Financement de la Sécurité Sociale (PLFSS) pour 2027 continuent de s'attaquer au pouvoir d'achat des retraités. Après la revalorisation de 1,4 % des retraites complémentaires (alors que l'inflation a atteint 3,8 % en octobre), le déremboursement de certains médicaments et actes dentaires, le relèvement des franchises médicales, les projets de budget prévoient la fin de l'indexation au-delà de 1 260 euros de pension et la suppression de l'abattement fiscal de 10 % dont bénéficient tous les retraités.

Dans le même temps, les sociétés cotées en bourse ont distribué 61 milliards d'euros de dividendes rien qu'au 2ème trimestre 2026, plaçant la France au 1er rang en Europe et au 2ème rang mondial.



Afin de contraindre le gouvernement et les parlementaires à revoir leur copie, la CGT et d'autres organisations syndicales appellent l'ensemble des retraité-es à participer à la manifestation nationale à Paris le 19 novembre.

Rendez-vous sur le parvis de la Gare Montparnasse à partir de 11h pour un départ de la manifestation à 13h30 jusqu'aux Invalides. (Lire le tract : « Le 19 novembre, retraité-es, exprimons notre colère, toutes et tous à Paris ! »)

Déconstruire les idées fausses sur les migrations

Début novembre, France terre d'asile et Désinfox-Migrations ont saisi l'Autorité de Régulation de la COmmunication audiovisuelle et numérique (ARCOM) au sujet de plusieurs séquences médiatiques – diffusées sur CNews et Europe 1 – reprenant sans contradiction des affirmations manifestement erronées, liées à la théorie du grand remplacement.

Ces séquences illustrent une désinformation qui prend de l'ampleur : instrumentalisation du 17 octobre visant des jeunes perçus comme issus de l'immigration, réactions à l'attentat raciste de Trappes, débats sur le vote du budget 2027 et sur la régularisation...



C'est dans ce contexte, et à cinq mois de l'élection présidentielle, que France terre d'asile et Désinfox-Migrations publient un rapport très documenté ayant pour objectif de nourrir un débat juste et factuel sur les migrations, en donnant aux journalistes comme aux citoyens et citoyennes des données chiffrées et des sources fiables. (Lire le rapport Pour un débat éclairé sur les migrations. Rétablir les faits face à la désinformation.)

